

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:
Hôtel de Ville
BP 2205

06606 ANTIBES CEDEX

Effectif légal	Présents ou Représentés	Procurations + Absents
80	64	16

N° de la séance : 13

Objet de la délibération : Eau Potable -
Syndicat Intercommunal des Eaux du
Foulon - Approbation des statuts modifiés

- ☒ Original
☐ Expédition certifiée conforme à
l'original
Pour le Président,
Le Directeur Général des Services

Stéphane PINTRE

N° Enregistrement : CC.2020.217

Date de la convocation :

Le 10/11/2020

Certifié exécutoire compte tenu

de l'affichage

en date du

26 NOV. 2020

de la réception s/Préfecture

en date du

- 1 DEC. 2020

Pour le Président,

La Responsable de Service



Corinne SAINTE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 16 novembre 2020

L'an deux mil vingt et le 16 novembre à 16h00, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au Chapiteau des Espaces du fort carré - avenue du 11 novembre à Antibes en session ordinaire du mois de novembre, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Kevin LUCIANO, Lionnel LUCA, Joseph CESARO, Jean-Pierre DERMIT, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Gérald LOMBARDO, Frédéric POMA, Emmanuel DELMOTTE, Jean-Pierre CAMILLA, François WYSZKOWSKI, Thierry OCCELLI, Jean-Pierre MASCARELLI, Eric MELE, Sophie NASICA, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Richard THIERY, Marc MALFATTO, Dominique TRABAUD, Jean-Paul ARNAUD, Georges TOSSAN, Michèle MURATORE, Eric CHALVIN, Jacques GENTE, Monique GAGEAN, Marie-Rose BENASSAYAG, Anne-Marie BOUSQUET, Henriette VENTRE, Albert CALAMUSO, Sylvie MARCHAND, Serge JOVER, Bernard GARNIER, Yves DAHAN, François ZEMA, Audouin RAMBAUD, Marie ANASSE, Geneviève PIERRAT, Simone TORRES-FORET DODELIN, Eric DUPLAY, Michel MANAGO, Marinette LANGLAIS, Catherine LANZA, Marika ROMAN, Martine SAVALLI, Carole BONAUT, Nathalie DEPETRIS, Claire BAES, Elisabeth DEBORDE, Laurence HARTMANN, Olivia LEVINGSTON, David SIMPLOT, Marc BORIOSI, Isabelle GARCIA, Marion MUSSO, Aline ABRAVANEL, Khéra BADAOU, HUGUENIN VUILLEMIN, Céline LAMBIN, Alexandra BORCHIO-FONTIMP, Alain BERNARD, Xavier WIIK, Delphine CAROSI, Alexia MISSANA

PROCURATIONS :

Georges VAZIA à Eric CHALVIN, Christian LATY à Claire BAES, Serge AMAR à Eric DUPLAY, Christophe FONCK à Marion MUSSO, Françoise THOMEL à Jacques GENTE, Valérie ROLLAND à Jean-Bernard MION, Hassan EL JAZOULI à Anne-Marie BOUSQUET

ABSENTS :

René TRASTOUR, Alexis ARGENTI, Thérèse DARTOIS, Denis FERRER, Tanguy CORNEC, Christophe ETORE, Laurent CHARTIER, Eric PAUGET, Marie OZENDA

Les Délégués communautaires présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du Conseil.

Madame Alexia MISSANA, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Monsieur CESARO,

Le Syndicat Intercommunal des Eaux du Foulon (SIEF) a pour objet la gestion du service public, industriel et commercial, d'adduction de l'eau potable acheminée par le canal du Foulon et ses dérivations. A ce titre, il a en charge les compétences suivantes :

- la production, le traitement, le transport et le stockage de l'eau acheminée par le canal du Foulon pour les besoins de la consommation humaine, de l'agriculture et de l'industrie ;
- à titre annexe, la mise en valeur de l'emprise du canal dans le domaine sportif, touristique, culturel ou numérique ;
- le cas échéant (service à la carte), les achats en gros de volumes d'eau potable nécessaires pour répondre aux besoins des communautés d'agglomération et la distribution de l'eau potable aux abonnés.

Ainsi, par délibération du Conseil Communautaire n° CC.2019.204 en date du 16 décembre 2019, la C.A.S.A. s'est substituée aux communes de GOURDON, LE BAR SUR LOUP, LE ROURET, CHATEAUNEUF GRASSE, OPIO, ROQUEFORT LES PINS et VALBONNE, qui disposaient au total de 8 délégués titulaires et de 8 délégués suppléants siégeant au sein du Comité Syndical, et est devenue membre du SIEF au 1^{er} janvier 2020.

Le SIEF est donc composé de la C.A.S.A. et de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse.

Le SIEF est donc devenu de droit un syndicat mixte au sens de l'article L.5711-1 du C.G.C.T en application de l'article L.5214-21 du même Code. Aussi, par délibération en date du 9 octobre 2020, le Comité Syndical du SIEF a modifié ses statuts afin de prendre en compte le changement de nature juridique du syndicat et de changer la représentativité également.

Ainsi, la répartition suivante a été approuvée :

Communauté d'agglomération	Nombre de délégués titulaires par C.A	Nombre de voix par délégué	Nombre de voix par C.A.
Communauté d'agglomération du Pays de Grasse C.A.P.G.	6	8.5	51
Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis C.A.S.A.	8	6	48
Total	14		99

Vu l'article L. 5211-20 du Code Général des Collectivités Territoriales et l'article L. 5211-1 combinés,

Il est donc proposé au Conseil Communautaire d'approuver les statuts du SIEF, joints en annexe à la présente délibération.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU VICE-PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, APPROUVE les statuts du SIEF, joints en annexe à la présente délibération.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 16 novembre 2020
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,



Jean LEONETTI



Syndicat Intercommunal des Eaux du Foulon

*Le Bar-sur-Loup, Châteauneuf, Gourdon, Grasse, Mouans-Sartoux, Opio,
Roquefort-les-Pins, Le Rouret et Valbonne*

STATUTS

PRÉAMBULE

Les communes Bar-sur-Loup, Châteauneuf, Gourdon, Grasse, Mouans-Sartoux, Opio, Roquefort-les-Pins, Le Rouret et Valbonne sont, totalement ou partiellement, alimentées par un équipement d'adduction d'eau dit « Canal du Foulon », composé d'un canal principal ainsi que de canaux secondaires et tertiaires.

La construction dudit canal a été déclarée d'utilité publique par une loi du 4 août 1885 par laquelle l'État a également concédé à la commune de Grasse la réalisation et l'exploitation de ce canal. Cette concession confère aux communes précitées une adduction de la source du Foulon contribuant à leur alimentation en eau.

Depuis plusieurs années, deux constats sont communément partagés par l'ensemble des communes concernées :

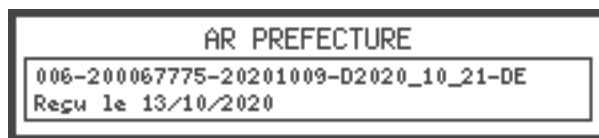
- L'état de vétusté du Canal du Foulon impose d'entreprendre rapidement des travaux de renouvellement et de sécurisation ;
- La gestion du système d'adduction du Foulon pourrait être améliorée et mieux équilibrée par la création d'un organisme doté de la personnalité juridique, tel un établissement de coopération intercommunale, qui aurait vocation à gérer l'ouvrage d'adduction et en acquérir la pleine propriété.

C'est la raison pour laquelle, par délibérations concordantes, les neuf communes desservies par le réseau d'adduction du Foulon ont souhaité instituer, en 2016, un syndicat intercommunal sur la base des dispositions des articles L. 5212-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT).

Le Syndicat Intercommunal des Eaux du Foulon (S.I.E.F.) a ainsi été créé par arrêté préfectoral en date du 16 novembre 2016 avec prise d'effet au 1^{er} janvier 2017.

La Loi NOTRe du 7 août 2015 ayant transféré la compétence « eau » aux communautés d'agglomération à compter du 1^{er} janvier 2020, le S.I.E.F. est à présent composé de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse (CAPG) et de la Communauté d'Agglomération de Sophia Antipolis (CASA).

De fait, le S.I.E.F. relève à présent des syndicats mixtes et non plus des syndicats de communes.



TITRE I – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 1 : Dénomination – Composition

En application des dispositions des articles L. 5711-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), il est créé un syndicat mixte fermé régi par les présents statuts.

Ce syndicat est dénommé « SYNDICAT INTERCOMMUNAL DES EAUX DU FOULON » et ci-après désigné « le syndicat ».

Il regroupe les communautés d'agglomération suivantes : Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse et Communauté d'Agglomération de Sophia Antipolis.

ARTICLE 2 – Siège du syndicat

Le siège du syndicat est situé à l'hôtel de ville de la commune de Grasse.

ARTICLE 3 – Objet et définition des compétences

Le syndicat a pour objet la gestion du service public industriel et commercial d'adduction de l'eau potable acheminée par le canal du Foulon et ses dérivations.

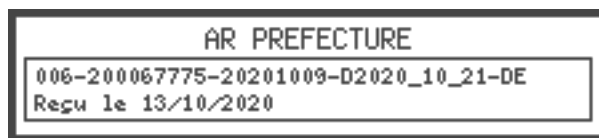
À ce titre, il a en charge l'exercice, en lieu et place des communautés d'agglomération membres, des compétences suivantes :

- ◆ La production, le traitement, le transport et le stockage de l'eau acheminée par le canal du Foulon pour les besoins de la consommation humaine, de l'agriculture et de l'industrie,
- ◆ À titre annexe, la mise en valeur de l'emprise du canal dans le domaine sportif, touristique, culturel ou numérique,
- ◆ Le cas échéant (service à la carte), les achats en gros de volumes d'eau potable nécessaires pour répondre aux besoins des communautés d'agglomération et la distribution de l'eau potable aux abonnés.

Les communautés d'agglomération membres conservent la compétence de la production et de l'exploitation des ressources en eau d'une autre provenance. Elles disposent de la faculté de transférer cette compétence au syndicat.

Les missions du syndicat comprennent les prestations suivantes :

- La production d'eau potable comprenant le captage des eaux et les traitements nécessaires à leur potabilisation ;
- Le transport de cette eau par le réseau d'adduction du Foulon, des points de prélèvement aux points de livraison aux collectivités adhérentes, ainsi que tout stockage nécessaire au service ;
- L'exploitation des ouvrages et des équipements nécessaires au service ;



- Les travaux d'entretien, de renouvellement, de construction et de modernisation des ouvrages ;
- Les acquisitions, les études, les travaux et toute opération concourant à l'exécution du service ;
- La recherche de nouvelles sources d'eau potable ;
- Par convention avec les communautés d'agglomération :
 - L'achat d'eau potable en gros en provenance d'une autre collectivité et la vente en gros à destination de toute personne publique ou l'exécution de prestations au profit de collectivités publiques non membres du syndicat,
 - La distribution d'eau potable aux abonnés.

ARTICLE 4 – Droits d'eau

Les communautés d'agglomération membres du syndicat s'entendent pour mettre en commun le bénéfice des droits d'eau légaux ou réglementaires, déjà accordés ou à venir, pour le prélèvement sur les sources du Foulon et des Fontaniers.

La ressource en eau disponible est partagée entre les communautés d'agglomération membres avec un objectif d'équité visant en permanence à éviter que des usagers subissent une interruption de distribution.

ARTICLE 5 – Durée du syndicat

Le syndicat est créé pour une durée illimitée.

TITRE II – ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT

ARTICLE 6 – Comité syndical

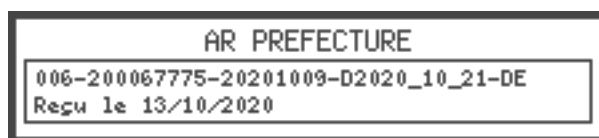
1 – Composition :

En application des articles L. 5211-1 à L. 5211-60 du CGCT, le syndicat est administré par un comité syndical placé sous la présidence du Président du syndicat ou, en son absence, d'un Vice-président.

Il est composé de délégués élus par les conseils communautaires des communautés d'agglomération membres. Le choix de l'organe délibérant peut porter sur l'un de ses membres ou sur un conseiller municipal d'une commune desservie par le syndicat.

Chaque communauté d'agglomération est représentée au sein du comité par le nombre de délégués titulaires fixé par le tableau suivant (*colonne 2*).

Ces dernières désignent également des délégués suppléants en nombre égal aux titulaires, appelés à siéger en cas d'empêchement d'un délégué titulaire.



Pour tout vote à intervenir, chaque délégué dispose d'un nombre de voix, conformément au tableau suivant (*colonne 3*) :

1	2	3	4
Communauté d'agglomération (C.A.)	Nombre de délégués titulaires par C.A.	Nombre de voix par délégué	Nombre de voix par C.A.
Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse (C.A.P.G.)	6	8,5	51
Communauté d'Agglomération de Sophia Antipolis (C.A.S.A.)	8	6	48
Total	14		99

Chaque délégué dispose des voix des délégués absents dont il a reçu le pouvoir. Il peut recevoir le pouvoir d'au plus deux délégués.

Les décisions sont adoptées à la majorité absolue des voix exprimées.

2 – Attributions :

Le comité syndical administre le syndicat par ses délibérations.

Il dispose d'une compétence générale pour gérer l'ensemble des compétences et activités du syndicat telles que définies à l'article 3 des présents statuts.

Il peut déléguer une partie de ses attributions au bureau dans les conditions prévues à l'article L. 5211-10 du CGCT.

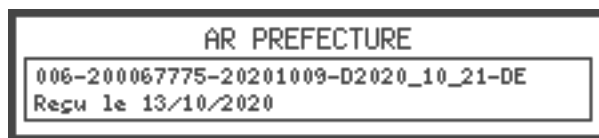
3 – Réunions :

Le comité se réunit au moins quatre fois par an et autant que nécessaire.

La réunion a lieu, sur convocation du Président, soit au siège du syndicat, soit dans un lieu choisi par l'organe délibérant tel qu'une des communes desservies par le syndicat ou une des communautés d'agglomération membres.

4 – Renouvellement du comité syndical :

Le comité syndical est renouvelé au début du mandat des conseils communautaires des communautés d'agglomération membres.



ARTICLE 7 – Bureau

1 – Composition :

Le comité élit parmi ses membres, à la majorité absolue, un bureau constitué d'un Président, de quatre Vice-présidents conformément aux dispositions de l'article L. 5211-10 du CGCT et de quatre membres élus parmi les délégués syndicaux.

2 – Réunions :

Le bureau se réunit autant que nécessaire. Il peut également se réunir à la demande du Président ou à la demande du tiers de ses membres.

3 – Renouvellement du bureau :

Le mandat des membres du bureau prend fin en même temps que celui des membres du comité syndical ou par voie de démission (ou de décès).

ARTICLE 8 : Règlement intérieur

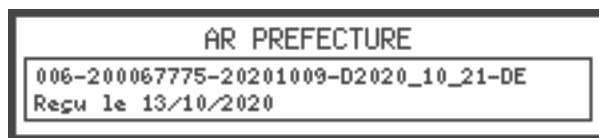
Un règlement intérieur pourra être adopté par le comité syndical pour préciser le fonctionnement du syndicat.

TITRE III – DISPOSITIONS FINANCIÈRES

ARTICLE 9 : Recettes du syndicat

Les recettes du syndicat comprennent, notamment :

- Les produits provenant de la vente d'eau en gros aux communautés d'agglomération membres ou aux autres clients ;
- Le revenu des biens meubles ou immeubles du syndicat ;
- Les produits des dons et legs ;
- Le produit des taxes, redevances et contributions correspondant aux ouvrages, équipements, services assurés ou aux investissements réalisés ;
- La TVA récupérée par le syndicat sur les investissements ;
- Les emprunts contractés par le syndicat ;
- Les subventions allouées au syndicat par des organismes tiers ;
- Les subventions des communes adhérentes dans les conditions fixées par l'article L. 2224-2 du CGCT.



ARTICLE 10 : Modalités de fixation des prix

Conformément à l'article L. 2224-1 du CGCT, la gestion du service doit s'équilibrer financièrement, l'ensemble des charges devant être couvert par le produit des ventes d'eau.

Le prix de vente est établi sur la base d'un prix unitaire unique.

Le prix pourra comprendre une part proportionnelle liée aux volumes d'eau livrés et une part fixe correspondant aux charges fixes du service, ces charges étant réparties, sauf délibération contraire, au prorata des voix respectives des communautés d'agglomération membres détaillées au tableau de l'article 6 (*colonne 4*).

ARTICLE 11 : Subventions exceptionnelles

Bien que les communautés d'agglomération membres d'un syndicat intercommunal à vocation industrielle et commerciale ne puissent prendre à leur charge des dépenses dudit syndicat, couvertes en principe par le produit des seules redevances perçues auprès des usagers (prix du service), il est autorisé (dans le cadre strict limitativement énoncé par le 1°, 2°, ou 3° de l'article L. 2224-2 du CGCT), le versement de subventions exceptionnelles imputées sur leur budget général.

Il est précisé que, quelle que soit la dérogation à laquelle se réfère l'assemblée délibérante de la communauté d'agglomération, il lui appartient, sous peine de nullité, de motiver la prise en charge qu'elle envisage et de fixer les règles de calcul et les modalités de versement de la subvention ainsi que le ou les exercices concernés. Cette prise en charge ne peut avoir pour effet de se traduire par une compensation pure et simple d'un déficit d'exploitation. Elle revêt un caractère exceptionnel et ne saurait être pérennisée.

ARTICLE 12 : Comptable du syndicat

Le comptable du syndicat est le responsable du poste des Finances Publiques du Bar-sur-Loup.

TITRE IV : DISPOSITIONS FINALES

ARTICLE 13 : Dispositions diverses - Modifications

Pour toutes les stipulations non prévues aux présents statuts, il sera fait application des dispositions des chapitres I et II du titre I du livre II de la 5^{ème} partie du CGCT.

AR réceptionné - Imprimer

Date de l'acte : 16/11/2020
Numéro : CC_2020_217
Nature : DE - Deliberations
Objet : Syndicat Intercommunal des Eaux du Foulon -
Approbation des statuts modifiés
Matière : 8.8 - Environnement

Interlocuteur

Nom : LE GRATIET Véronique

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : qduERIr

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 01/12/2020
Identifiant : 006-240600585-20201116-CC_2020_217-DE

Acte reçu

Date : 16/11/2020
Numéro interne : CC_2020_217
Code nature : 1
Code matière 1 : 8
Code matière 2 : 8
Objet : Syndicat Intercommunal des Eaux du Foulon - Approbation des statuts modifiés
Classification utilisée : 29/08/2019
Document : 99_DE-006-240600585-20201116-CC_2020_217-DE-1-1_1.PDF

Annexes

Nombre : 1
99_SE-006-240600585-20201116-CC_2020_217-DE-1-1_2.PDF

N